

DÉLIBÉRATION N°CR 2022-017

DU 16 FÉVRIER 2022

MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

VU la délibération n°CR 2021-088 du 15 décembre 2021 instaurant un tableau des emplois ;

VU l'avis du comité technique du 1er février 2022 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CR 2022-017 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Considérant, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ;

Considérant qu'il appartient donc à l'assemblée délibérante, compte tenu des nécessités du service, de modifier le tableau des emplois, afin de permettre la nomination des agents inscrits sur liste d'aptitude ;

Considérant qu'une réorganisation des services de la collectivité intervenant au 1^{er} mars et au 1^{er} juin 2022 implique la transformation de certains emplois ;

Article 1 :

Approuve les transformations des emplois conformément au tableau annexé à la présente délibération (annexe n°1).

Article 2 :

Décide d'ouvrir la fonction de chargé ou chargée d'exploitation maintenance courante aux agents contractuels en raison de la difficulté à recruter des agents titulaires sur cette fonction conformément au tableau annexé à la présente délibération (annexe n°2).

Article 3 :

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget de la région Île-de-France.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 17 février 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 17 février 2022 (référence technique : 075-237500079-20220216-lmc1143489-DE-1-1) et affichage ou notification le 17 février 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 - Transformation des emplois

Annexe 1 – Transformation des emplois

Transformations dans le cadre des réorganisations qui interviendront au 1er mars 2022 et pour mettre en œuvre des promotions internes.

Anciennes fonctions supprimées	Nbre de postes à temps complet	Nouvelles Fonctions créées	Nbre de postes à temps complet
Administrateur ou administratrice fonctionnel d'application	1	Chargé ou chargée de projets RH	1
Administrateur ou administratrice fonctionnel d'application	2	Responsable projet maîtrise d'ouvrage SI	2
Agent ou agente de sécurité	3	Chargé ou chargée de mission politiques publiques	3
Agent ou agente de sécurité	1	Directeur ou directrice	1
Agent ou agente technique régie	1	Responsable de service	1
Assistant ou assistante de gestion administrative	1	Responsable de secteur	1
Assistant ou assistante administrative	1	Chargé ou chargée de coordination administrative	1
Assistant ou assistante de gestion financière et / ou comptable	1	Assistant ou assistante de gestion administrative	1
Assistant ou assistante documentaliste	1	Documentaliste	1
Assistant ou assistante documentaliste	1	Chef de projet complexe	1
Assistant ou assistants de gestion	2	Gestionnaire des dispositifs d'actions éducatives, formation professionnelle et/ou emploi	2
Assistante ou assistant de gestion	2	Responsable projets RH	2
Assistant ou assistante de direction générale	1	Gestionnaire affaires générales	1
Assistant ou assistante RH	3	Gestionnaire RH	3
Assistante ou assistant de direction	1	Assistante ou assistant RH	1
Assistante ou assistant de direction	1	Assistant ou assistante de gestion	1
Assistante ou assistant de direction	1	Responsable adjoint de service	1
Assistante ou assistant de direction générale	1	Chargé ou chargée de coordination affaires générales	1

Chargé de mission politiques publiques	3	Chef de projet complexe	3
Chargé ou chargée d'exploitation maintenance courante	1	Assistant ou assistante technique audiovisuel / poste de travail	1
Chargé ou chargée d'exploitation maintenance courante	1	Responsable projet maitrise d'ouvrage SI	1
Chargé ou chargée d'exploitation maintenance courante	3	Technicien ou technicienne opération de construction et de maintenance	3
Chargé ou chargée de coordination budgétaire et comptable	1	Responsable de service	1
Chargé ou chargée de coordination des infrastructures SI	3	Chef ou cheffe de projet complexe	3
Chargé ou chargée de coordination des infrastructures SI	3	Responsable projet maitrise d'ouvrage SI	3
Contrôleur de gestion	1	Responsable de service	1
Directeur ou directrice	2	Responsable de direction	2
Expert de haut niveau	1	Directeur de projet complexe	1
Gestionnaire affaires générales	1	Responsable de secteur	1
Gestionnaire RH	1	Responsable de service	1
Intégrateur d'applications	1	Responsable projet maitrise d'ouvrage SI	1
Responsable de direction	2	Directeur ou directrice de projet complexe	2
Responsable de direction	1	Juriste	1
Responsable de dispositifs en développement économique	1	Responsable projet maitrise d'ouvrage SI	1
Responsable de projet aménagement et/ ou transformation du territoire	2	Chargé ou chargée de coordination affaires générales	2
Responsable de projet maitrise d'œuvre SI	4	Responsable projet maitrise d'ouvrage SI	4
Responsable de secteur	1	Assistant technique audiovisuel / poste de travail	1

Responsable de service	1	Chargé ou chargée de coordination des infrastructures SI	1
Responsable de service	1	Directeur ou directrice	1
Responsable de service	1	Responsable de projet management environnemental	1
Responsable de service adjoint	1	Responsable de service	1
Responsable des dispositifs RH	1	Chargé ou chargée de projets RH	1
Responsable des dispositifs d'actions éducatives, formation professionnelle et/ou emploi	1	Conseiller en restauration collective	1
Responsable du management des RH	3	Gestionnaire RH	3
Responsable du management des RH	3	Responsable recrutement et accompagnement des parcours	3
Responsable projets RH	1	Responsable recrutement et accompagnement des parcours	1
Responsable opérations construction et maintenance	1	Responsable de secteur	1
Responsable opérations construction et maintenance	1	Technicien construction et maintenance	1
Techniciens ou technicienne postes de travail/ mobilité	1	Responsable projet maitrise d'ouvrage SI	1

Transformations dans le cadre des réorganisations qui interviendront au 1^{er} juin 2022 :

Anciennes fonctions supprimées	Nbre de postes à temps complet	Nouvelles Fonctions créées	Nbre de postes à temps complet
Gestionnaire comptable	2	Responsable de direction	2
Responsable de service adjoint	3	Responsable de service	3
Responsable de dispositifs européens et/ou internationaux	1	Responsable de direction	1
Responsable de dispositifs européens et/ou internationaux	1	Responsable de service	1

Annexe n°2 - Caractéristiques des emplois susceptibles d'être ouverts à des non-titulaires

Annexe 1 : Caractéristiques et définition des postes ouverts à septièmes de poste par des agents non titulaires si la nature des fonctions ou les besoins de service le nécessitent

Fonction	Cadres d'emplois ouverts au recrutement	ouverts aux contractuels	Nature des fonctions	Niveau de recrutement	Rémunération
Chargé ou chargée d'exploitation maintenance courante	Agents techniques, agents de maîtrise, agents techniques territoriaux des établissements d'enseignement	I	Effectue et/ou accompagne, sous le contrôle d'un responsable d'équipe, les interventions techniques et logistiques destinées à maintenir le bon fonctionnement du patrimoine de la Région b timents administratifs, établissements d'enseignement, etc.	CA ou niveau équivalent ou connaissances professionnelles et techniques approfondies et large expérience supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 12 du décret 14 du 1 février 1953 modifié pris pour l'application de l'article 13 de la loi du 2 janvier 1954 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.